



Bulletin

UNION DÉPARTEMENTALE CGT ISÈRE



SOMMAIRE

1 ÉDITORIAL

2 LUTTES

- Ehpad et aides à domicile
- ONF

3-4 VIE SYNDICALE

- Congrès de l'UL du Pont-de-Claix
- Migrants
- Vœux de l'UD
- Photowatt

5-6 SOCIÉTÉ

- Éducation populaire
- Ces Scop qui marchent

7 INTERNATIONAL

- Partenariats Public-Privé

8 AGENDA



Suivez-nous sur Facebook : www.facebook.com/CGT38/



@CGT_38_Isere

ÉDITO



PLUS BELLES LES LUTTES

Il était une fois une jeune femme, en recherche perpétuelle d'évolution, de changement. Son objectif étant d'attirer l'attention de tous ses compatriotes, elle essayait d'apparaître chaque jour sous un nouvel aspect, prenait un nouveau visage.

Certain-e-s la trouvaient attrayante, d'autres la pensaient vieillissante et trop engagée. Elle continua donc à séduire les conquis et fit tout pour que les plus réfractaires succombent à son charme. Cette mission, l'essence même de sa fougue, la fatiguait.

Mais cela faisait aussi sa force. Grâce à cela, elle évolua, grandit. Ses failles, si elle trouvait de bons alliés, faisaient sa puissance. Ses rencontres lui permettaient de donner vie à des choses novatrices ; d'amener sa séduction vers des horizons plus lointains. L'amour de sa vie n'était pas exclusif, elle n'existait pas sans les autres et ne survivrait pas sans le regard des autres.

Elle eut d'ailleurs cette faculté à motiver, rassembler les Hommes. On la nommait, l'observait, l'analysait, la critiquait, l'aimait et la détestait à la fois. Elle chérissait le début, le milieu, et la fin d'une idylle. Sans elle, la connaissance, l'information, la culture n'existeraient pas.

Elle accompagnait nos luttes, les rendait parfois perdantes, mais si elle était assez séduisante, on ne retenait que les victorieuses.

Un jour, cette charmante femme fit la rencontre de sa vie... Il s'agissait d'une femme

brillante, optimiste qui se battait quotidiennement, et avec une ferveur incroyable, pour défendre les droits de toutes et tous.

Vous pensez ne pas les connaître, mais elles sont là, toujours là. La 1^{ère}, vous l'utilisez, la manipulez, parfois même la brutalisez. La seconde vous l'aimez, l'enrichissez.

Je vous présente la Communication, la seule et unique qui n'abandonnera jamais nos combats et ne baissera pas les bras face à l'adversité. Et enfin, la CGT, vous faites sa force, elle puise en vous et s'inspire de nos échanges. Vous leur permettez d'évoluer et elles nous rassemblent.

Une fois ces deux femmes identifiées, à nous de nous en saisir et de les rendre encore plus séduisantes. L'union des deux pourra rendre nos luttes que plus victorieuses. L'actualité pourra essayer de les mettre à mal. Les enjeux économiques et sociaux sont importants et les échéances se réduisent. Les écarts se creusent mais nos convictions résisteront...

De « ceux de 68 » à ceux qui luttent aujourd'hui avec la CGT, tous refusent que les conditions de travail soient néfastes aux salariés.

UNISSONS-NOUS AUTOUR DE CETTE RENCONTRE ATTRAYANTE ET FAISONS EN SORTE QUE NOS ACTIONS SOIENT VICTORIEUSES, ENTENDUES ET RELAYÉES.

Élisa Balestrieri
Secrétaire de l'UD
Responsable à la Communication



Ehpad et aide à domicile

ÇA BOUGE !



Dans les Ehpad et dans les services d'aide à domicile, l'insuffisance des effectifs et des moyens est connue de tous.



Les luttes revendicatives des salarié-e-s des établissements privés et publics, des familles de résidents et des associations, relayées par les médias, ont fait découvrir dans tout le pays l'indignité avec laquelle sont traitées les personnes âgées.

Les pouvoirs publics ont été contraints de réagir par la mise en place d'une mission parlementaire dont le rapport a été rendu le 13 septembre. Suite aux propos de la ministre de la Santé considérant que les difficultés des Ehpad seraient dues à « un problème de management » et non uniquement à la question du financement, les personnels condamnent de telles déclarations qui ont pour objectif d'occulter la baisse des moyens alloués aux établissements.

La journée d'action du 30 janvier, à l'appel des syndicats de salariés et des organisations de retraités, avait pour objectif d'améliorer l'accompagnement, les

services et les soins envers les personnes âgées, indissociables de l'amélioration des conditions de travail, la reconnaissance des qualifications du personnel.

Les personnels refusent d'être complices d'une maltraitance institutionnelle. **Ils exigent des effectifs avec l'objectif d'un ratio de 1 agent pour 1 résident. Actuellement, ce ratio est de 0,55 en France et même de 0,38 en Rhône-Alpes (1,2 en Allemagne) !**

Ils exigent également des moyens pour leurs structures et une meilleure prise en charge par la Sécurité sociale. La réforme du mode de financement prévue par la loi de financement de la Sécurité sociale continue de réduire les moyens et organise une mise en concurrence inacceptable.

Enfin, ces personnels revendiquent une meilleure reconnaissance de leur métier et des revalorisations salariales pour vivre dignement. ■

Damien Bagnis

Membre de la CE de l'UD

Office national des forêts

MANIFESTATION NATIONALE À PARIS

Le 14 décembre, nous avons dit oui à la forêt pour tous, non à la destruction du patrimoine naturel !

Au-delà des COP (Conférences internationales sur le réchauffement climatique) qui s'enchaînent et d'une « verdure » affichée par les politiques, le modèle forestier ouvert et multifonctionnel français est menacé par les politiques néolibérales et à court terme des derniers gouvernements.

L'actuel Directeur général « investi d'une mission par le président de la République » n'a que les mots « rationalisation » « défonctionnarisation » et « rentabilité » à la bouche.



Afin de dénoncer les régressions et les incohérences entre l'affichage politique d'une part et la réalité moins glorieuse sur le terrain, 1100 forestiers de toute la France ont fait le déplacement à Paris.

Départ en bus de Voreppe à 23 h : motivés, motivés... Arrivée à Paris, à l'aube, dans le quartier du ministère. Les forces de l'ordre nous ont empêchés d'aller apporter les croissants aux « premiers de cordée ».

Devant l'importante mobilisation, des délégations ont été reçues à l'Assemblée nationale, et au ministère.

Une déception bien-sûr, que nous ne

soyons pas plus nombreux malgré une intense mobilisation de l'équipe Oisans-Matheysine. **Il y a encore du travail pour ranimer l'esprit de lutte des classes.** Nous n'étions pas tous là mais, malgré l'aller-retour en car pas des plus confortables, nous avons été nombreux à sentir un véritable esprit de corps et de camaraderie, celui-là même que le patronat veut éteindre à coup d'individualisme !

NOUS REVIENDRONS ! ■

Érick Salvatori

Membre de la CE de l'UD

Congrès

L'UNION LOCALE DU PONT-DE-CLAIX LE 1^{er} DÉCEMBRE 2017



Ce 5^e congrès, très bien représenté interprofessionnellement par les syndicats de notre territoire (chimie, services publics, métallurgie, petites entreprises) fut riche en débats avec beaucoup d'implication des camarades présents.

Dans une ambiance très fraternelle, plusieurs résolutions ont été validées au cours du congrès.

L'UL, dans un premier temps, aura comme axe de travail le renforcement de ses syndicats en travaillant notamment sur la vie syndicale, la cohésion, la formation, la

transmission des savoirs entre générations et la culture des valeurs que porte la CGT.

L'UL devra également impulser des réflexions dans nos syndicats autour du renouvellement des directions, de l'engagement des syndiqué-e-s dans les entreprises et des formations nécessaires suite à de nouvelles adhésions ou autres. Il s'agit aussi bien de transmettre les valeurs de la CGT que de faire comprendre à chacun-e le rôle qu'il-elle a à jouer dans la CGT, dans l'entreprise, dans la société et ce que représente le fait d'être syndiqué-e dans un syndicat démocratique.

L'UL aura d'autre part pour mission de développer une vie syndicale interprofessionnelle active afin d'établir plus de solidarité, d'entraide, de fraternité, d'aboutir à des revendications communes et à des actions syndicales permettant ainsi de

mieux assurer l'efficacité des grèves sur le territoire.

En dernière partie du congrès après votes, ont été élus à l'unanimité :

→ **secrétaire général :**
Cédric Brachon (Becton Dickinson)

→ **trésorier :**
David Lavagnoli (Federal Mogul)

Un remerciement tout particulier à tous nos retraités pour leur dévouement, leur expérience partagée et leur présence durant toutes ces années pour faire fonctionner l'UL CGT du Pont-de-Claix. ■



Cédric Brachon
Secrétaire général
de l'UL du Pont-de-Claix

Migrants

LES RETRAITÉS DU NORD-ISÈRE A L'OFFENSIVE !

Les retraités multiprofessionnels de l'Union locale CGT de Villefontaine s'étaient donné rendez-vous le 4 décembre dernier pour une matinée débat sur le thème des migrants. Cette initiative était ouverte à l'ensemble des retraités du Nord-Isère ainsi qu'aux actifs du territoire, attirant pas loin d'une quarantaine de syndiqués.

Plusieurs intervenants tels que Mariano Bona (CGT 38), Dorothee Lagabrielle (Cimade), Alype Guinot (Afsi), Marie-Annick Romieux (Association Eva) ont contribué à éclairer les camarades sur le sujet (*).

COMMENT FAIRE FACE AUX IDÉES REÇUES ?

« Les migrants sont un facteur de développement, les flux financiers entre

les pays d'arrivée et les pays d'origine représentent plus de 2 fois l'aide internationale. De plus, ils sont une main d'œuvre disponible et bon marché, de plus en plus qualifiée » explique Mariano Bona.

COMMENT MIEUX COMPRENDRE ET AIDER CES POPULATIONS EN ÉTANT À LA CGT ?

« En grande majorité, les immigrés sans titre de séjour travaillent et sont avant tout des travailleurs sans droits ! C'est pour cela que la CGT revendique « Ils vivent ici, ils bossent ici, ils restent ici ! » car tout droit gagné par les travailleurs sans-papiers constitue un progrès pour l'ensemble du monde du travail et tout droit perdu pour les travailleurs sans-papiers annonce un recul pour le monde du travail ».

Dans un monde où 8 hommes possèdent autant que la moitié de la population mondiale et où le capitalisme épuise à la fois la planète et les êtres humains, **il devient primordial de répartir équitablement les richesses !**

LA MEILLEURE DES SOLIDARITÉS EST DE SE BATTRE AVEC EUX POUR QU'ILS AIENT UN CONTRAT DE TRAVAIL ET PUISSENT DÉFENDRE LEURS DROITS AVEC L'ENSEMBLE DES SALARIÉS. ■



Aurélie BAGNARD
Membre de la CE de l'UD

(*): Cimade : Comité inter-mouvements auprès des évacués
Eva : Ensemble vers l'alphabétisation / Afsi : Aide aux familles en situation incertaine



CE N'ÉTAIT PAS UN VENDREDI 13, ET POURTANT...



Nombreux ont été les participants à ce traditionnel moment de début d'année que la direction de l'UD nouvellement élue avait souhaité placer dans le contexte du cinquantenaire des « événements de mai 68 ». Ce 12 janvier donc, une magnifique exposition fut mise en place dans le forum de la Bourse du travail par l'Institut d'histoire sociale de l'Isère et son maître d'œuvre Paul Girard.

Si les médias dominants martèleront inlassablement ce moment de révolte étudiante et de répression, Nicolas Benoit, nouveau secrétaire général, rappela très vite dans son intervention que la période ne pouvait se résumer au seul mois de mai 68.

L'année 1967 fut marquée par un haut niveau de conflits sociaux dans notre pays et particulièrement de jours de grève, suite à l'accord d'unité d'action passé entre CGT

et CFDT. Si les convergences furent difficiles entre salariés et étudiants en termes de revendications, tous voulaient d'une nouvelle société avec plus de libertés.

Ainsi, en mai 68, c'est **9 millions de salariés grévistes que compta le pays au plus fort du mouvement**, occupant en majeure partie leurs lieux de travail et contraignant le gouvernement à s'asseoir à la table des négociations avec syndicats et patronat pour en arriver au constat de Grenelle.

Même si la CGT et son secrétaire général Georges Séguy, après consultation des grévistes, ne validèrent pas ce constat, il faut reconnaître le **niveau exceptionnel des avancées obtenues** : augmentation de 35 % du salaire minimum et de 15 à 20 % de l'ensemble des salaires en moyenne, reconnaissance de la section syndicale à l'entreprise, promesse de réduction du temps de travail...

Nicolas Benoit rappela ensuite **les conflits particulièrement marquants en Isère** : Merlin-Gerin, Lustucru, Caf, mineurs de la Mure, Clerget à la Tour du Pin... Des conflits gagnants au-delà du constat de Grenelle et notamment grâce à leur durée et au soutien des municipalités de l'époque.

De quoi réfléchir, avec la politique actuellement menée sous Macron 1^{er}, sur la manière dont les salariés peuvent prendre leurs affaires en main.

La soirée s'est poursuivie autour d'un buffet accompagné d'une dégustation de vin offerte par notre partenaire Domaines et Villages.



Patrick Brochier
Syndicat de l'ONF

Photowatt à Bourgoin-Jallieu



QUE FAIRE FACE À UNE NOUVELLE RESTRUCTURATION ?

Une fois de plus, la société de panneaux photovoltaïques est dans le rouge économique et pour la CGT la situation des salariés est en ligne de mire. La concurrence avec les chinois n'est pas tenable.

La direction, avec celle d'EDF dont elle est la filiale à 100 %, propose un nouveau projet industriel en restructurant le capital et l'activité, en partenariat avec les chinois, sépare l'entreprise en deux entités, tout en gardant tous les salariés.

Pour la CGT, face à l'urgence créée par la direction, **il est urgent que les syndicats et leurs IRP se fassent aider pour comprendre ce qui se passe réellement.**

Pour garder la maîtrise et agir sur les conséquences pour les salariés dans le travail, les nouveaux emplois, les formations, les futurs accords collectifs des nouvelles sociétés (avec nouvelles élections des CSE), **les syndiqués CGT ont convenu d'une stratégie de rencontres, d'écoute et d'intervention** en proposant de lever les blocages à la syndicalisation et en proposant massivement l'adhésion.

À suivre... ■



Daniel Barbier
Secrétaire général de l'UL de Bourgoin-Jallieu



Éducation populaire

L'UD S'ENGAGE DANS UNE COOPÉRATION AVEC LA SCOP « L'ORAGE »



Le concept d'éducation populaire a une longue histoire. Dès la Révolution française, la nécessité d'une éducation du peuple par le peuple et pour le peuple se fait jour, afin de favoriser l'émancipation et la lutte contre l'obscurantisme, contre le pouvoir absolu de la noblesse et le poids de l'église.

Mais c'est surtout dans les Bourses du travail, à la fin du 19^e siècle, que les militant.e.s anarcho-syndicalistes s'organisent pour favoriser l'émancipation de la classe ouvrière par l'éducation, pour lutter contre le capitalisme. Ils y créent des bibliothèques, organisent des cours du soir... Ce sont les débuts de la CGT. Fernand Pelloutier dira « ce qui manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur ».

L'éducation populaire consiste à décrypter les rapports de domination, à prendre conscience de la place que l'on occupe dans la société, à apprendre à se constituer collectivement en contre-pouvoir, à expérimenter sa capacité à agir. Ce qui est visé est l'émancipation individuelle et collective, et la transformation de la société.

La formation syndicale CGT s'inscrit bien sûr dans cette orientation.

Depuis 2007, un réseau de coopératives (le Pavé, puis le Contrepied, la Trouvaille, Contrevents et l'Orage, cette dernière étant à Grenoble) **a repris et développé ce concept** et propose des accompagnements, des formations, et les **fameuses conférences gesticulées, popularisées par Franck Lepage** notamment (nombreuses vidéos sur Youtube). C'est une conférence sur un sujet sérieux, mais présentée sur un mode théâtral, humoristique, qui permet de faire passer très efficacement des idées complexes au grand public. C'est un outil de lutte !

Or, tout cela correspond bien aux besoins que nous avons identifiés dans notre activité syndicale : gagner la bataille des idées, et convaincre, convaincre, convaincre les salarié.e.s de la nécessité de s'organiser, de lutter pour nos revendications. Besoin également d'armer nos militant.e.s pour cela.

Le 12 septembre dernier, nous avons donc innové en organisant un grand meeting au Jardin de ville de Grenoble plutôt qu'une manifestation classique.



À cette occasion, Christophe Abramovsky, en lien avec la Scop l'Orage, a créé et joué pour nous une conférence gesticulée sur les ordonnances Macron, d'une durée d'une demi-heure. La vidéo est sur Youtube (https://youtu.be/U32Y0D_JEHk). C'est un outil particulièrement efficace pour introduire une AG, un débat...

Le 57^e congrès de l'UD, en novembre à Voiron, a acté la nécessité de renforcer la formation politique, condition essentielle de notre développement. Dans ce cadre, et forts de l'expérience du 12 septembre, nous avons également décidé de travailler avec l'éducation populaire et de renforcer les liens avec la Scop grenobloise l'Orage.

Cela se traduit concrètement en 2018 par un investissement financier de l'UD dans 3 actions.

- **L'UD CGT partenaire de la « semaine de l'Orage » du 24 au 27 janvier,** le festival de la Scop qui tous les 2 ans, propose pendant une semaine des conférences gesticulées et des formations tous les jours. Nous avons offert 20 places aux militant.e.s intéressé.e.s pour celle de Selma Reggui « L236-9 ou les coulisses de l'entreprise », qui a exploré pour nous les méandres des expertises CHSCT.
- **Une formation co-construite avec l'Orage** s'est déroulée les 1^{er} et 2 février sur le « démantèlement de la langue de bois ».
- **Nous prévoyons une autre formation avec l'Orage à l'automne.** ■



Laurent Terrier

Secrétaire de l'UD
Animateur à la formation



Acome, la Scop octogénaire

UN FLEURON DE LA FIBRE OPTIQUE ET UN DÉMENTI CINGLANT AU PRÉTENDU « COÛT DU TRAVAIL »



Avec plus de 80 ans d'existence sur le sol français, les modalités de la croissance de cette Scop industrielle infligent un démenti cinglant au dogme d'un « coût du travail » trop élevé en France. La longue vie d'Acome a été assurée grâce à sa totale indépendance vis à vis des détenteurs de capitaux, la protégeant ainsi de la spéculation financière et des coûts exorbitants du capital.

Car Acome, la plus grande et la plus ancienne Scop de France, située en Normandie, appartient exclusivement à ses 1 100 salariés, tous associés, et fonctionne de manière démocratique avec une organisation responsable et performante, des rémunérations décentes et des écarts de salaire limités.

La volonté de pérenniser l'entreprise sur son territoire d'origine s'est traduite par des investissements permanents dans la recherche et les nouvelles technologies. Acome est ainsi devenue l'unique fabricant de fibre optique en France et le troisième en Europe.

Son développement à l'international a eu pour seul objectif la conquête de marchés à l'étranger, en particulier dans les pays émergents en Asie. La stratégie a été mise en œuvre après validation par les salariés.

La principale ressource financière de la Scop provient de ses résultats systématiquement réinvestis, lui assurant une totale autonomie, la préservant ainsi des manœuvres de financiers toujours à l'affût du moindre gain à réaliser.

Les grands médias restent bien discrets sur les expériences réussies des Scop, alors qu'ils n'ont cessé d'encenser « les entreprises libérées », maintenues, pourtant, sous le joug de l'actionnaire.

La remise en cause des acquis sociaux a besoin des mensonges de l'idéologie dominante au service des puissances d'argent ! ■



La Compagnie alpine d'aluminium

SAUVETAGE PAR LA LUTTE D'UN PATRIMOINE INDUSTRIEL SÉCULAIRE ET DE SES EMPLOIS PAR UNE SCOP

Pendant plus de deux siècles, la Compagnie alpine d'aluminium (CAA), située en Haute-Savoie s'est développée en toute indépendance.

Dans les années 70, elle ne fut pas épargnée par le grand jeu de Monopoly. Rachetée par le groupe Pechiney en 1977, la CAA s'est vue privée de ses moyens de développement, l'intégralité de ses bénéfices étant distribuée en dividendes. Et lorsque Pechiney fut, à son tour, racheté par le groupe canadien Alcan, la CAA est exsangue.

En 2006, elle sera bradée pour l'euro symbolique à un fonds d'investissement américain, dont la stratégie sera mortifère pour l'entreprise.

En 2014, une « escroquerie au président » finira de l'achever et la CAA sera alors mise en redressement judiciaire. La course aux repreneurs fut un échec, les industriels n'étant intéressés que par une partie de l'activité.

Ainsi la continuité sous le statut de Scop parût l'ultime recours. Et après une rencontre avec une Scop voisine, des entretiens à l'Union régionale des Scop, le soutien actif de l'administrateur judiciaire, un collectif de salariés se mobilisera pour gagner la survie de leur entreprise dans des conditions financières pourtant difficiles, le montant des ressources nécessaires s'élevant à 10 millions d'euros.

Convaincues par la confiance de la clientèle, la motivation des salariés, la Caisse des Dépôts (PIA), les Banques, l'Union régionale des Scop, participèrent au financement et la Scop fut créée en juillet 2015, avec 65 salariés (sur 115), dont 43 associés.

En 2017, la CAA compte 90 salariés, 48 associés, et prévoit une croissance de 10 % par an.

Ainsi fut sauvée une entreprise industrielle séculaire et son emploi pérennisé ! Un exemple à faire connaître largement. ■



Partenariats Public-Privé

L'AIR MALSAIN DU LIBÉRALISME... ALERTE !

Nous assistons dans le monde à un usage galopant des Partenariats Public-Privé.

DÉFINITION

Ce sont des contrats à (très) long terme couverts par des garanties de la part des gouvernements, selon lesquels le secteur privé bâtit (et gère de plus en plus) de grands projets d'infrastructures ou des services traditionnellement fournis par l'État (hôpitaux, écoles, routes, voies de chemin de fer, aéroports, réseaux d'eau et d'énergie, etc.).

Ils ont fait leur apparition à la fin des années 90 (Royaume-Uni, Portugal, Hongrie), mais depuis peu, sur l'insistance (entre autres) de la Banque mondiale, bon nombre de pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique initient à leur tour des projets de PPP, et force est de constater que le résultat est pour le moins négatif.

Ils sont terriblement chers et s'accompagnent de risques importants pour les États car 1001 clauses et tribunaux internationaux protègent les entreprises privées impliquées. Pour faire simple, les profits sont pour elles, les déficits ou les « pertes de recettes attendues » sont à la charge des États.

Plus que des mots, quelques exemples.

FINANCES PUBLIQUES MENACÉES

Au Lesotho, un hôpital PPP coûte 3 fois plus cher que l'hôpital public qu'il a remplacé (plus de la moitié du budget annuel de santé publique est ainsi dilapidée).

Au Liberia, le contrat PPP signé avec une chaîne d'écoles (soutenu par la Banque mondiale) coûte de 13 à 23 fois plus que les écoles publiques. Les étudiants se sont vus en masse expulsés de leurs anciennes écoles.

ÉGALITÉ MENACÉE

Plus les gouvernements paient les entreprises privées, moins ils peuvent financer les services sociaux essentiels.

En Tanzanie, les coûts élevés des PPP signés pour le réseau de distribution d'électricité a fait croître la facture du « client » de 40 % en un an.

Dans l'état du Karnataka (Inde), le PPP pour les soins prodigués a entraîné un déclin rapide de l'accès aux services pour les patients vivant sous le seuil de pauvreté.

DÉMOCRATIE MENACÉE

Les PPP augmentent le risque de corruption et réduisent la capacité des gouvernements à régler dans l'intérêt public. De plus, confidentialité commerciale oblige, la tâche de veille de la société civile et des parlementaires est excessivement difficile.

En Australie, un PPP sur la distribution de l'eau a été accordé à une société suite à un transfert de 60 millions de dollars australiens sur le compte d'un ministre.

Au Brésil, l'entreprise Odebrecht a versé des dessous-de-table à des représentants gouvernementaux. Ainsi le coût d'une route PPP reliant le Brésil au Pérou est passée de 800 millions à 2,3 milliards de dollars après des renégociations corrompues.

Et en France ?

Le 13 décembre dernier, la Cour des comptes a vivement recommandé au gouvernement de renoncer aux PPP pour construire des prisons et des tribunaux, au vu des importants surcoûts qu'ils occasionnent, et de cadrer la stratégie immobilière du ministère de la Justice dans une loi de programmation pluriannuelle.

« *La fuite en avant que constituerait la conclusion de nouveaux partenariats public-privé pour financer une programmation ambitieuse ne saurait être considérée comme une solution raisonnable pour les finances publiques* », dit-elle sans détour dans un rapport.

Rejeter les PPP justifie nos combats CGT pour la justice, pour l'égalité, pour la durabilité. Cela donne tout son sens à nos propositions et combats pour promouvoir des services publics de qualité, responsables, soumis au contrôle démocratique et gérés par des fonds publics.

LE BIEN-ÊTRE DE NOS SOCIÉTÉS EN DÉPEND ! ■



Jean-Jacques Guigon

Responsable « Europe / International »
Comité régional CGT Rhône-Alpes

L'AGENDA



1 JOURNÉE INTERNATIONALE
DE LUTTE POUR LES DROITS
DES FEMMES

• 8 mars

2 CONGRÈS DE L'UL
DE VILLEFONTAINE

• 8-9 mars

3 JOURNÉE NATIONALE
D'ACTION DES RETRAITÉS

• 15 mars

4 JOURNÉE NATIONALE
DE MOBILISATION
DE LA FONCTION PUBLIQUE

• 22 mars

5 CONFÉRENCE
DES UNIONS LOCALES

• 29 mars à Voiron

6 CONGRÈS
DE L'USD SANTÉ/ACTION
SOCIALE

• 25-26 avril

Publicités

Militants - Adhérents

— entre —
VOUS
— et —
NOUS
un lien
indissociable



partenariat@macif.fr



Essentiel pour moi

MACIF : MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied de Fond 79000 Niort. Inscrite au registre des démarcheurs bancaires et financiers sous le n°2103371860HQ. Intermédiaire en opérations de banque pour le compte exclusif de Socram Banque.

Directeur de la publication :

Nicolas BENOIT

Imprimerie Notre Dame - Montbonnot

N° commission paritaire :

0216 5 05444

I.S.S.N. 1154-6670

